

L'ambassade à Jérusalem ? Des réactions disproportionnées



La promesse de Donald Trump de déplacer l'ambassade des États Unis à Jérusalem n'est pas à proprement parler un scoop, mais l'excès des réactions qu'elle suscite montre bien qu'il est plus facile de s'attaquer à un homme ou à un pays qu'à un mythe.

Le cinq décembre 2017, Donald Trump a annoncé qu'il réalisait ce que lui même et ses prédécesseurs s'étaient engagés à faire, à reconnaître l'évidence, la capitale d'Israël est à Jérusalem, il a dans la foulée demandé à ses services d'étudier le transfert physique de l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem.

J'ai [joint en annexe](#) ma traduction intégrale du discours de Donald Trump, ainsi que le texte original en anglais, afin qu'en cas de doute vous puissiez connaître exactement les mots utilisés, car la traduction d'un amateur peut comporter des erreurs.

Ce qui ressort de ce discours :

- Le ton utilisé est diplomatique, on y ressent aucune agressivité, ni aucun reproche, même voilé ni contre ses prédécesseurs, ni contre les protagonistes du conflit.
- Le Président ignore les tiers, aussi bien les voisins arabes, que les Russes, les Perses, les Turcs, les Français où autres puissances plus ou moins lointaines se sentant investies d'une mission plus ou moins divine de médiation.
- Donald Trump reconnaît l'État d'Israël et le Peuple Palestinien et il demande à Dieu de les bénir en même temps que le peuple Américain. Il ne fait aucune allusion à un éventuel État Palestinien, et ne mentionne aucun organisme pré-étatique comme l'autorité Palestinienne.
- Il ne cautionne ni ne combat une solution au conflit israélo palestinien sur la base de deux états. Ce sera à l'État d'Israël et aux représentants du peuple Palestinien d'en décider.
- Il reconnaît le droit souverain de l'État d'Israël de fixer sa capitale là où le désire, donc à Jérusalem, et affirme que les limites et frontières seront à négocier. il ne cautionne absolument pas le slogan de la droite nationaliste Israélienne : "Jérusalem capitale éternelle du peuple juif, une et indivisible "

- Il connaît l'hostilité arabe à cette reconnaissance, et est convaincu que l'hypocrisie consistant à faire semblant de croire à des fictions (exemple : le gouvernement de Tel Aviv) explique les échecs successifs des négociations. La langue de bois ne peut déboucher sur un accord.

Fort de l'électrochoc attendu par sa déclaration, il va dépêcher un de ses hommes pour réactiver le dialogue dans un climat nouveau, qui, il espère permettra enfin à la paix d'avancer.

Les réactions arabes ont été violentes

L'autorité Palestinienne a décrété une journée de la colère.



La colère est une réaction spontanée et violente. C'est une émotion simple qui traduit l'insatisfaction. Elle est vécue à l'égard de ce qu'on identifie, à tort ou à raison, comme étant "responsable" de notre frustration. On éprouve donc de la colère envers "l'obstacle" à notre satisfaction. C'est sur cet aspect que la colère se différencie fondamentalement de la tristesse (qui elle aussi traduit une frustration).

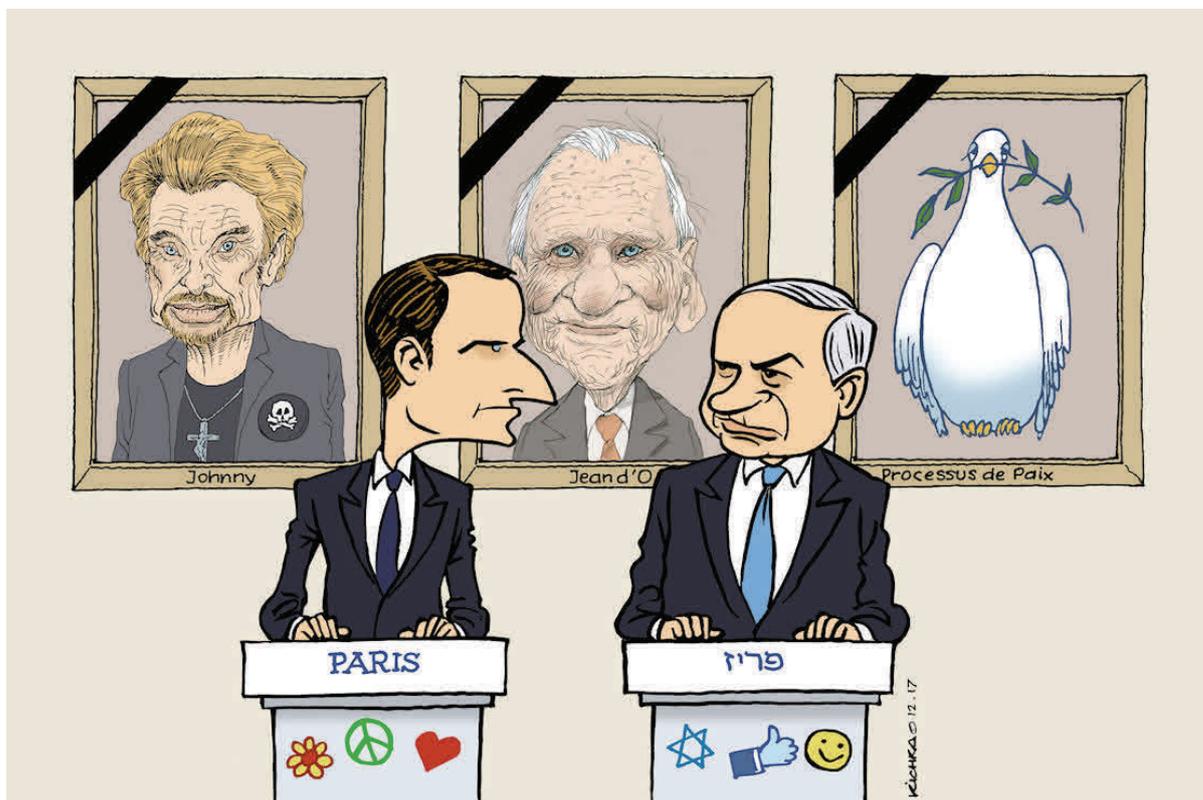
Selon l'importance de l'insatisfaction, elle va du mécontentement à la fureur. **La rage, par exemple, est déclenchée en partie par l'impuissance à se soustraire à la situation non désirée.** La révolte est spécifique aux situations où on perçoit une injustice.

Donc **Donald Trump** a mis les arabes en colère et ce n'est pas bien.

- « M. Trump, Jérusalem est une ligne rouge pour les musulmans » a déclaré Erdogan, le nouvel Ottoman.
- La Jordanie, gardienne des lieux saints musulmans de Jérusalem, a mis en garde dimanche soir contre « une démarche aux conséquences graves » et les risques d'escalade.
- L'Iran, proclame «qu'il ne tolérera pas une violation des lieux saints musulmans ».
- Le roi Salmane d'Arabie saoudite a averti Washington qu'une telle décision risquait de provoquer « la colère des musulmans »
- Le roi marocain, président du "Comité Al-Qods" (Jérusalem en arabe) issu de l'Organisation de la coopération islamique a, dans un message au président américain, fait part de la "grande inquiétude des États et peuples arabes et musulmans" sur l'intention de l'administration américaine "de reconnaître Al-Qods comme capitale d'Israël et d'y transférer l'ambassade des États-Unis".
- M. Abbas, de son côté, a mis en garde Donald Trump contre les « conséquences dangereuses d'une telle décision sur le processus de paix, la sécurité et la stabilité dans la région et dans le monde » Mahmoud Abbas a «réaffirmé notre position ferme qu'il ne peut y avoir d'État palestinien sans Jérusalem-Est pour capitale » Jérusalem est "la capitale éternelle de l'État de Palestine", a-t-il déclaré. "Par ces décisions déplorables, les États-Unis sapent délibérément tous les efforts de paix et proclament qu'ils abandonnent le rôle de sponsor du processus de paix qu'ils ont joué au cours des dernières décennies",
- "Avec la reconnaissance par l'administration américaine de Jérusalem occupée comme la capitale de l'occupant, et avec le déménagement de son ambassade, toutes les lignes rouges sont franchies", a lancé Ismaël Haniyeh le président du Hamas qui lance un appel à une nouvelle «intifada» C'est une "d'agression flagrante à l'encontre du peuple palestinien". Il a appelé les Arabes et les musulmans à s'en prendre aux intérêts américains dans la région et à se détourner d'Israël.
- «Toute action qui saperait l'effort (d'une paix négociée au Proche-Orient) doit être évitée», a de son côté prévenu la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini
- Le président français Emmanuel Macron a qualifié de "regrettable" l'annonce du président américain Donald Trump et appelé à "éviter à tout prix les violences". Lors d'une conférence de presse à Alger, il a souligné "l'attachement de la France et de l'Europe à la solution de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité dans des frontières internationalement reconnues avec Jérusalem comme capitale des deux États".
- «Je ne peux taire ma profonde inquiétude», a déclaré le pape François qui ne peut qu'accorder un intérêt tout particulier à la ville qui abrite les lieux les plus saints des trois grandes religions monothéistes, y compris le Saint-Sépulcre.

- Le gouvernement Trudeau réprovoque timidement la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y déménager éventuellement l'ambassade des États-Unis.

Les menaces ont été fortes, et les émeutes spontanées organisées avec soin dans les territoires palestiniens et à Jérusalem Est n'ont eu le succès escompté, il n'y a pas eu ni d'intifada, ni de troubles très sérieux. Elles ont été filmées, mais leur diffusion a été bloquée par le mort opportune de **Johnny Halliday** qui a capté toute l'attention des diffuseurs d'informations en France.



Que reproche t-on vraiment à ce discours ?

1) Les diplomates occidentaux pensent que cette reconnaissance implique l'acceptation de l'annexion des quartiers arabes, ce qui est contraire à la légalité internationale. .

La vieille ville, et les quartiers arabes qui ont été conquis sur la Jordanie en 1967 ont été formellement annexés par Israël, et le gouvernement d'Israël clame à qui veut l'entendre que Jérusalem est la capitale unifiée et éternelle du peuple juif. Reconnaître cette capital signifierait implicitement accepter la domination israélienne sur toute la ville, y compris sur les quartiers arabes.

On peut répondre que la reconnaissance des Etats Unis n'impliquent aucune frontière, donc ne s'opposent pas à une rétrocession des quartiers arabes à un futur état palestinien.

2) Cette reconnaissance est anticipée, elle doit avoir lieu après la signature d'un accord fixant les limites des souveraineté israéliennes et palestiniennes.

On peut répondre que la plupart des pays ont reconnu l'État de Palestine alors que toutes les négociations ont échoué. Pourquoi accepter des décisions unilatérales pro arabe, et refuser des décisions unilatérales pro israélienne ?



3) Cette décision va tuer le processus de paix, et disqualifier les États Unis en qualité de médiateur.

On peut répondre que le rejet des États Unis est une posture diplomatique. Poutine n'a probablement pas assez de poids ni d'argent pour pouvoir vraiment influencer les négociations, les européens trop divisés n'inspirent confiance à personne, et les Chinois, autres médiateurs possible préfèrent les affaires et évitent de faire peur en jouant trop visiblement leur rôle de grande puissance. Puis-que médiateur il faut, une fois l'orage passé, les États Unis reprendront leur rôle.

4) Le discours de Trump ne propose rien aux arabes de Palestine, si ce n'est les meilleures pensées du président. Cela renforce leur frustration et ne conduit pas vers la paix.

On peut répondre que c'est exact, ce discours élude le coeur du problème, les opposants à Trump et à Israël ont trouvé une réponse : Proclamer Jérusalem Est capitale de la Palestine. Israël subit régulièrement des insultes de ce niveau, lorsque par exemple, l'UNESCO nie toute relation entre le peuple juif et Jérusalem. Est ce pour cela que les israéliens sont partis manifester leur haine contre les musulmans ? On-t-il lancé des roquettes sur leurs voisins ? L'opposition à un projet politique doit se manifester par un autre projet politique et non par de la violence.

5) Cette reconnaissance soude le monde arabe, alors qu'il semblait se diviser devant la menace iranienne. Ces remous donnent du poids aux plus extrémistes et rend beaucoup plus difficile la situation diplomatique du prince héritier d'Arabie.

On peut répondre qu'une paix ne peut se baser sur un mensonge, les arabes qui veulent faire la paix avec Israël ne doivent pas se cacher derrière leur petit doigt. S'ils acceptent

la présence du voisin israélien, ils ne peuvent trouver scandaleux que Jérusalem soit (aussi) la capitale de l'État des juifs.

6) Pour le Hamas, Il n'y a pas d'Etat d'Israël, donc il ne peut y avoir de capitale nommée Jérusalem, donc la reconnaissance américaine est nulle et non avenue.

On peut répondre que les agitations actuelles en raison de la décision de Trump ne sont qu'un prétexte, il ne saurait y avoir de processus de paix avec des "partenaires" comme le Hamas ou le Hezbollah, les frontières ne sont qu'un prétexte. On peut négocier avec celui qui défend ses intérêts, pas avec celui qui veut vous tuer.

7) Le déplacement de l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem sera très triste pour le personnel de l'ambassade. On fait la fête à Tel Aviv alors qu'on prie à Jérusalem.

On peut répondre que cela enrichira la vie nocturne de Jérusalem, et que cela apportera un peu d'air frais à la ville qui en a bien besoins.

Michel Lévy

Traduction intégrale du discours de Donald Trump

Merci

Lorsque je suis entré en fonction, j'ai promis de regarder les défis mondiaux avec les yeux ouverts, et une pensée rafraîchie. Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes en faisant les mêmes suppositions erronées et en répétant les mêmes stratégies qui ont échouées dans le passé. Chaque défi demande une nouvelle approche.

Mon annonce aujourd'hui marque le début d'une nouvelle approche du conflit entre Israël et les palestiniens. En 1995, le congrès a adopté la [décision sur l'ambassade de Jérusalem](#),(*) exigeant du gouvernement fédéral de relocaliser l'ambassade Américaine à Jérusalem et de reconnaître que cette ville, et c'est très important, est la capitale d'Israël.

Cet décision a été prise par le congrès avec une majorité des deux partis, et a été réaffirmée par un vote unanime du Sénat, il y a seulement six mois. Depuis 20 ans, chaque ancien président Américain a utilisé les facilité de la loi, pour refuser de bouger l'ambassade IS à Jérusalem ou pour reconnaître Jérusalem comme ville capitale.

Les Présidents responsables de ces abandons ont cru que remettre cette reconnaissance de Jérusalem ferait avancer la cause de la paix. Certains disent qu'ils ont manqué de courage, mais ils ont fait de leur mieux, leur jugement se basait sur des faits et sur leur compréhension à l'époque.

Néanmoins, les faits sont ainsi. Après plus de deux décades de reports, nous n'avons pas fini par conclure un accord de paix entre Israël et le Palestiniens. Il serait fou de croire que répéter les mêmes formules vont maintenant produire un autre, ou un meilleur résultat.

Pour cela, j'ai décidé qu'il était temps de reconnaître officiellement Jérusalem comme la capitale d'Israël. Après que les présidents précédents l'aient promis dans leurs grandes campagnes électorales, et aient failli en ne le réalisant pas. Aujourd'hui, je le fait.

J'ai pensé que ce type d'action est dans le meilleur intérêt des États Unis d'Amérique, et de la recherche de la paix entre Israël et les Palestiniens. C'est un grand pas qui avait retardé l'avancée du processus de paix, et de travailler à sur les derniers accords. (*) <https://www.congress.gov/104/plaws/publ45/PLAW-104publ45.pdf>

Israël est une nation souveraine le droit, comme chaque autre nation souveraine de déterminer sa propre capitale. Reconnaître ceci comme un fait est une condition nécessaire pour conclure la paix.

Il y a 70 ans que les États Unis sous la présidence Truman ont reconnu l'État d'Israël. Depuis ceci, Israël a fait sa capitale dans la cité de Jérusalem, la capitale que le peuple Juif avait établie dans les temps anciens.

Aujourd'hui, Jérusalem est le siège du gouvernement moderne israélien. C'est là où existe le parlement israélien, la Knesset, aussi bien que la cour suprême israélienne. C'est le lieu de la résidence officielle du premier ministre et du président. C'est le quartier général de beaucoup de ministères. Depuis des dizaines d'années, les visites des présidents Américains, des secrétaires d'État, et des responsables militaires ont rencontré leurs partenaires israéliens à Jérusalem, comme je l'ai fait lors de mon voyage en Israël plus tôt cette année.

Jérusalem n'est pas simplement le cœur de trois grandes religions, mais il est aujourd'hui aussi le cœur de l'une des démocraties ayant le mieux réussi dans le monde. Pendant les soixante dix dernières années, le peuple d'Israël a bâti un pays où Juifs, Musulmans et Chrétiens - et les peuples de toutes religions - sont libre de vivre et de travailler selon leur propre conscience et croyance. Jérusalem est aujourd'hui -et doit le rester - un endroit où les juifs prient au mur occidental, où les chrétiens marchent selon le chemin de croix, et où les musulmans prient à la mosquée Al Aqsa.

Cependant, pendant ces années, les présidents représentant les États Unis ont refusé d'officialiser de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Dans les faits, nous avons refusé de reconnaître aucune capitale Israélienne. Mais aujourd'hui, nous avons finalement reconnu l'évidence, que Jérusalem est la capitale israélienne. Ce n'est rien de plus ni de moins que la reconnaissance de la réalité. C'est aussi la bonne chose à faire. C'est quelque chose qui doit être fait.

C'est pourquoi, en accord avec la loi sur l'ambassade de Jérusalem, je me suis aussi dirigé vers le Département d'Etat (ministère des Affaires Étrangères) pour commencer les préparatifs afin de bouger l'ambassade américaine de Tel Aviv vers Jérusalem. Cela va commencer immédiatement, en commençant par rechercher des architectes, des ingénieurs et des planificateurs afin qu'une nouvelle ambassade, lorsqu'elle sera terminée soit un magnifique cadeau à la paix.

En faisant cette annonce, je veux aussi faire un point très clair : cette décision n'a pas pour but, en aucun cas de signifier un départ de notre engagement à faciliter un accord final de paix. Nous voulons un accord ce qui est un grand objectif pour les israéliens et un grand objectif pour les palestiniens.

Nous ne prenons pas position sur aucun point d'un accord final, en particulier sur les frontières précises de la souveraineté israélienne à Jérusalem, ou sur les frontières contestées. Ces questions seront soulevées par les parties en cause. Les États Unis restent profondément impliqués pour aider et faciliter un accord de paix qui soit acceptable pour les deux parties. J'ai l'intention d'utiliser tous les moyens en mon pouvoir pour aider à forger un tel accord.

Sans aucun doute, Jérusalem est l'un des sujets les plus sensibles pour ces discussions. Les États Unis soutiendront une solution à deux états si elle a l'accord des deux parties. Entretemps, j'appelle chaque partie à maintenir le statu quo sur les lieux saints de Jérusalem, incluant le mont du temple, aussi connu comme Haram al-Sharif. Par dessus tout, notre plus grand espoir est pour la paix - Le désir universel de chaque âme humaine.

Avec l'action d'aujourd'hui, je réaffirme l'engagement à long terme de mon administration pour une paix et sécurité pour la région. Il y aura, bien sûr des désapprobations et des oppositions à cette annonce. Mais nous avons confiance que finalement, à travers ces

désaccords, nous arriverons à une paix, et une place pour une compréhension et coopération bien plus grande.

La ville sainte doit appeler au meilleur de l'humain - rénover notre regard sur ce qui possible, ne pas nous pousser en arrière, et retomber dans les anciens combats qui sont tellement prévisibles. La paix n'est jamais au dessus du poing de celui qui veut l'atteindre. Aussi, aujourd'hui nous appelons au calme, à la modération, et pour que les voix de la tolérance soient plus fortes que celles de la haine. Nos enfants doivent hériter de notre amour, et non de nos conflits.

Je répète le message que j'ai délivré au sommet historique et extraordinaire en Arabie Saoudite plus tôt cette année : Le moyen orient est une région riche en culture, esprit et histoire. Ses peuples sont brillants, fiers et diverses, vibrants et forts.

Mais l'avenir incroyable qui attend cette région est poussé vers le mur par les effusion de sang, l'ignorance et la terreur. Le Vice Président Pence ira dans la région dans les prochains jours pour réaffirmer notre volonté de travailler avec des partenaires à travers le Moyen Orient pour vaincre le radicalisme qui menace les espoirs et les rêves des générations futures.

Il est temps pour les gens nombreux qui désirent la paix d'expulser les extrémistes de leur milieux. Il est temps pour toutes les nations civilisées, et les peuples de répondre au contrariétés par un débat raisonnable, pas par la violence. Et il est temps pour les jeunes voix modérées tout autour de Moyen Orient de de réclamer pour eux un avenir brillant et magnifique.

Ainsi, aujourd'hui, laissez nous nous reconsacrer au chemin de la compréhension réciproque, et du respect; Laissez nos repenser les anciens préjugés, et ouvrir notre cœur et notre esprits au possible et aux possibilités. Ainsi, finalement, je demande aux leaders de la région - politiques et religieux, israéliens et palestiniens, juifs et chrétiens et musulmans - de nous rejoindre dans la noble recherche d'une paix définitive.

Merçi, Dieu vous bénisse, Dieu Bénisse Israël, Dieu bénisse les palestiniens, et Dieu bénisse les États Unis d'Amérique

Merci beaucoup. Merci !

Trump rend un mauvais service à Israël, aux Palestiniens, aux Etats-Unis et à la paix

12 DÉCEMBRE 2017, 12:00 [source : http://frblogs.timesofisrael.com/](http://frblogs.timesofisrael.com/)



Alain Rozenkier, sociologue, est actuellement Président de La Paix Maintenant en France dont il est l'un des fondateurs. Il a vécu au Kibboutz durant un peu moins de 15 ans.

Israël est un État souverain qui a décidé librement il y a déjà longtemps que Jérusalem est sa capitale. La recherche fébrile d'une reconnaissance internationale de ce choix n'est pas un signe de force mais plutôt une reconnaissance de fragilité et d'incertitude sur son avenir.

Seule une paix stable et négociée avec ses voisins garantira l'avenir d'Israël et sa sécurité.

La reconnaissance formelle de Jérusalem, sans précision de sa configuration, comme capitale de l'État d'Israël octroyée par Donald Trump est un mauvais service rendu aux protagonistes du conflit israélo-palestinien.

- En Israël, elle renforce les courants chauvins qui refusent toute solution négociée, et veulent nous faire croire que la perpétuation de l'occupation peut continuer sans dommages. Persuadés d'avoir le vent en poupe, ils vont dorénavant s'efforcer de promouvoir d'autres « avancées » qui iront, pour certaines, au-delà même de ce que le gouvernement souhaite ;

- Chez les Palestiniens, le découragement lié à l'absence de résultats obtenus par une négociation qui n'a jamais commencé poussera, à court ou moyen termes, aux actions meurtrières ;

- Elle affaiblit les pays arabes voisins parties prenantes de la recherche d'une solution à ce conflit, et laisse le champ libre à l'Iran et ses alliés dans une surenchère guerrière qui glisera dangereusement vers un conflit à connotation religieuse ;

- Avec les États-Unis abandonnant un possible rôle de médiateur dans lequel ils auraient été plus utiles à Israël qu'en soutien inconditionnel (et de ce fait disqualifié aux yeux des Palestiniens et des pays sunnites en voie de rapprochement), et avec une Union européenne impuissante et des États arabes modérés affaiblis, Israël se retrouve face à la Russie et à l'Iran ;

Prenons conscience de cette nouvelle donne créée par un président américain irresponsable, plutôt que de se réjouir d'une reconnaissance inutile et dommageable et qui, de surcroît, ne sera pas à l'origine d'un transfert massif d'autres ambassades.

Même la République tchèque, sur laquelle on fondait beaucoup d'espoir, n'a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël que dans ses lignes pré-1967 et a annoncé que le déménagement de l'ambassade de Tel Aviv se fera, mais après négociations avec les puissances régionales et mondiales.

Tabler sur l'isolement politique du mouvement national palestinien et sur le découragement de ses populations est un pari dangereux. L'histoire montre qu'un peuple opprimé et occupé ne se résout jamais à son sort ; et que repousser sans cesse l'échéance d'une solution courageusement négociée c'est préparer le pire et générer de nouvelles victimes, dont les responsables de cette situation seront comptables.

Le conflit israélo-palestinien reste sans solution réaliste et déterminée en vue. Les peuples de la région en subiront les conséquences.

Plus ce conflit se perpétue, plus il risque de dégénérer en une confrontation de nature religieuse, dont les conséquences iront au-delà du Moyen-Orient.

Avec Marc Lefevre, porte-parole de La Paix maintenant



L'Europe craint un regain d'antisémitisme

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les Etats-Unis a suscité des actes de violences en Allemagne et en Suède. [Le Monde](#)

Par **ANNE-FRANÇOISE HIVERT** Malmö (Suède), correspondante régionale,
THOMAS WIEDER Berlin, correspondant

A Bruxelles, le 11 décembre 2017. JOHN THYS / AFP



A vingt-quatre heures d'intervalle, les chefs des gouvernements allemand et suédois ont condamné les actes de violences antisémites perpétrés dans les deux pays après la décision du président américain, Donald Trump, annoncée mercredi 6 décembre, de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. « Nous nous opposons à toute forme de xénophobie et d'antisémitisme. Aucune différence d'opinion, y compris sur le statut de Jérusalem, ne peut justifier de telles actions. (...) L'Etat doit utiliser tous les moyens à sa disposition pour lutter contre ça », a déclaré la chancelière allemande, Angela Merkel, lundi 11 décembre.

« **Il n'y a aucune place pour l'antisémitisme dans notre société** », avait affirmé, la veille, le premier ministre suédois, **Stefan Löfven**, encourageant « toutes les forces démocratiques à travailler ensemble pour une société ouverte et tolérante où chacun se sent en sécurité ».

Les premiers incidents ont éclaté vendredi en début de soirée. A Berlin, trois drapeaux israéliens ont été brûlés au pied de la porte de Brandebourg, devant l'ambassade des Etats-Unis, lors d'une manifestation réunissant environ **1 200 personnes**. Dix personnes ont été arrêtées. Au même moment, environ 200 personnes brandissant des drapeaux palestiniens étaient rassemblées sur une place de Malmö, la troisième ville de Suède. « **Nous lançons l'intifada de Malmö** », ont déclaré plusieurs manifestants, certains menaçant d'« égorger les juifs au couteau ».

« Amalgame »

En Suède, les incidents les plus graves se sont produits, samedi soir, à **Göteborg**, la deuxième ville du pays. Une vingtaine de jeunes s'étaient réunis dans la salle communautaire de la synagogue, pour célébrer l'approche de la fête juive de Hanoukka, qui commence le 12 décembre, quand, vers 22 heures, **une dizaine d'hommes masqués ont lancé des cocktails Molotov contre les locaux**. (D'autres articles parlent de 21 personnes) L'attaque n'a fait aucun blessé. Identifiés grâce aux caméras de surveillance, trois hommes ont été arrêtés quelques heures plus tard. Selon le magazine antiraciste *Expo*, **il s'agirait de deux Syriens et d'un Palestinien**, âgés de 18, 20 et 21 ans, tous trois arrivés en Suède cette année. Ils ont été placés en garde à vue pour « tentative d'incendie criminel ».

A Berlin, une autre manifestation a eu lieu, dimanche soir, dans le quartier de Neukölln. Environ **2 500** personnes étaient présentes, selon l'estimation de l'agence de presse DPA, agitant pour les uns **des drapeaux turcs, pour d'autres des drapeaux palestiniens**. Onze personnes ont été interpellées dont un homme ayant mis le feu à un drapeau israélien. Selon plusieurs médias, il s'agirait d'un **Syrien** âgé de 18 ans.

Ni en Suède ni en Allemagne, ces violences n'ont véritablement surpris. « Parmi les quelque 30 000 membres de la communauté arabe vivant à Neukölln, **le conflit du Moyen-Orient est présent en permanence. Il est importé directement dans les appartements par Internet ou la télévision. C'est un sujet même dans les cours d'école** », explique Franziska Giffey, la maire sociale-démocrate de ce quartier populaire du sud-est de Berlin.

*« Beaucoup de musulmans semblent faire l'amalgame entre Israël et les juifs suédois. On nous déclare responsable de ce qui se passe au Moyen-Orient et dès que le conflit entre Israël et la Palestine s'enflamme, il se propage jusqu'ici, sans doute parce que beaucoup de ceux qui sont arrivés en Suède ces dernières années ont des racines au Moyen-Orient et se sentent concernés », raconte **Freddy Gellberg**, le président de la communauté juive de Malmö.*

Dans les deux pays, la situation, en effet, n'est pas nouvelle, même si Freddy Gellberg a observé « une accalmie ces dernières années », après une période difficile, au moment de l'opération « Plomb durci » lancée par l'armée israélienne contre la bande de Gaza, en décembre 2008. A l'époque, de violentes manifestations avaient eu lieu à Malmö, une des villes les plus multiculturelles du pays, ainsi que des insultes et menaces fréquentes contre les juifs, pas toujours prises au sérieux par les autorités. Au printemps 2009, le maire social-démocrate de l'époque, Ilmar Reepalu, avait ainsi créé la polémique en comparant l'antisémitisme au sionisme et en appelant la communauté juive de la ville à « se distancer » de la politique d'Israël...

Enquête de fond

A Berlin, des manifestations analogues à celles des derniers jours avaient eu lieu en juillet 2014 pour protester contre l'opération « Bordure protectrice » lancée par Israël sur Gaza. A cette occasion, des slogans antisémites avaient été scandés (« *Hamas ! Hamas ! Les juifs au gaz !* »). A l'époque, plusieurs représentants de la communauté juive s'étaient indignés du fait que les autorités n'interdisent pas de tels rassemblements.

Le 9 novembre, la ministre suédoise de la culture, **Alice Bah-Kuhnke**, a chargé le Conseil national pour la prévention de la délinquance de mener une enquête de fond sur l'antisémitisme en Suède, alors que les dernières statistiques, datant de 2015, montrent une augmentation des plaintes pour crime racial, avec un record de 6 980 plaintes enregistrées – dont 4 % pour des faits d'antisémitisme. Autre facteur d'inquiétude pour les juifs suédois : la mouvance néonazie, qui a gagné en visibilité et en cohésion ces dernières années, se rassemblant derrière les bannières du Mouvement de résistance nordique (NMR), interdit en Finlande depuis le 30 novembre.

En Allemagne, le nombre annuel d'infractions à caractère antisémite a légèrement augmenté ces dernières années. Selon les chiffres communiqués en septembre par le gouvernement, 681 délits ont été enregistrés par la police au premier semestre, soit une hausse de 6 % par rapport au premier semestre de 2016. Il s'agit pour l'essentiel d'un antisémitisme d'extrême droite dans 93 % des cas. Selon le ministère allemand de l'intérieur, **seuls 23 des 681 délits à caractère antisémite commis au premier semestre de cette année seraient en effet liés, directement ou indirectement, aux conflits du Moyen-Orient.**

Par ANNE-FRANÇOISE HIVERT Malmö (Suède), correspondante régionale, THOMAS WIEDER Berlin, correspondant



Erdogan qualifie Israël d'"État terroriste" et "tueur d'enfants"

par Agence France Presse, repris sur de nombreux médias



Le président turc Recep **Tayyip Erdogan** a qualifié dimanche Israël d'"État terroriste" qui "tue des enfants", ajoutant qu'il "lutterait par tous les moyens" contre la reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.

"La Palestine est une victime innocente (...) Quant à Israël, c'est un Etat terroriste, oui, terroriste !", a lancé M. Erdogan lors d'un discours enflammé à Sivas (centre). "Nous n'abandonnerons pas Jérusalem à la merci d'un Etat qui tue des enfants", a-t-il ajouté.

Ces déclarations surviennent quelques jours après la reconnaissance par le président américain Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, une annonce qui a été fermement condamnée par Ankara.

Le président turc, qui a plusieurs fois qualifié Jérusalem de "ligne rouge pour les musulmans", a vivement critiqué cette décision, indiquant qu'elle était "nulle et non avenue" pour Ankara.

"Nous allons lutter jusqu'au bout par tous les moyens" contre cette décision, a poursuivi le chef de l'Etat turc, rappelant qu'un sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) devait se tenir mercredi à Istanbul. Lors de ce sommet, "nous allons montrer qu'appliquer cette mesure ne sera pas aussi facile que cela", a assuré M Erdogan

L'annonce américaine a été suivie de violences lors desquelles quatre Palestiniens ont été tués et des dizaines blessés. L'aviation israélienne a effectué vendredi des raids sur Gaza en réaction à des tirs de roquettes.

Lors de son discours, M. Erdogan a fait projeter derrière lui une photo montrant un adolescent présenté comme un Palestinien habitant à Hébron, en Cisjordanie occupée, emmené, les yeux bandés, par des individus en uniforme présentés comme des soldats israéliens.

"Voyez comment ces terroristes traînent cet enfant de 14 ans", a fulminé le président turc en désignant cette photo dont l'authenticité ne pouvait être vérifiée dans l'immédiat.

La Turquie et Israël ont normalisé leurs relations l'année dernière, après une crise diplomatique déclenchée en 2010 par un raid israélien contre un navire d'une ONG en direction de la bande de Gaza, qui a fait dix morts parmi les activistes turcs.

Les deux parties ont intensifié leur coopération, notamment dans le domaine de l'énergie, mais M. Erdogan, défenseur de la cause palestinienne, continue à critiquer régulièrement la politique israélienne.

Avant l'annonce de M. Trump, M. Erdogan avait estimé que reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël pourrait provoquer une nouvelle "rupture" des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Etat hébreu.



Erdogan se pose en champion de l'exaspération des musulmans sur Jérusalem



Le président turc Recep Tayyip Erdogan (à droite) salue le chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, le 13 décembre à Istanbul lors du sommet de l'Organisation de coopération islamique. Photo Yasin Akgul. AFP

Le chef de l'Etat turc a réuni à Istanbul ce mercredi les leaders du monde arabe, et condamne avec virulence la décision de Donald Trump de reconnaître le troisième lieu saint de l'islam comme capitale d'Israël.

Réunis à Istanbul ce mercredi pour répondre [à la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël](#), les chefs d'Etat musulmans n'ont pas lésiné sur les termes pour exprimer leur colère. *«Nous rejetons et condamnons fermement la décision irresponsable, illégale et unilatérale du président des Etats-Unis [...] Nous considérons cette décision comme nulle et non avenue»*, lit-on dans le communiqué final publié à l'issue du sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 pays musulmans.

Initiateur de cette réunion en sa qualité de président en exercice de l'OCI, **Recep Tayyip Erdogan** y a imprimé sa marque et confirmé sa prétention à être le premier défenseur de Jérusalem, troisième lieu saint pour les musulmans. Dès l'annonce faite par **Donald Trump** la semaine dernière, le président turc avait déclaré Jérusalem «ligne rouge» et invité ses pairs à se réunir en Turquie. Une double occasion pour lui de mobiliser contre Washington et ses alliés arabes. En froid avec les Américains en raison de leur soutien aux Kurdes syriens dans la bataille contre l'Etat islamique, Erdogan a capitalisé sur l'exaspération du monde arabo-musulman face à la politique pro-israélienne de la Maison Blanche.

«Sabotage»

Tump a «offert Jérusalem comme cadeau au mouvement sioniste comme s'il lui offrait une des villes américaines», a ainsi déclaré Mahmoud Abbas dans un discours d'une rare véhémence à l'ouverture du sommet d'Istanbul. Le chef de l'Autorité palestinienne, qui a répondu tout naturellement à l'invitation du président turc, a vu confirmer par les chefs d'Etat musulmans son idée que Washington «signe son retrait de son rôle de médiateur dans la quête d'un règlement de paix», selon le communiqué de l'OCI. C'est «un sabotage délibéré de tous les efforts visant à parvenir à la paix, [qui] nourrit l'extrémisme et le terrorisme et menace la paix et la sécurité mondiales», ajoute le texte sorti d'Istanbul.

Adoptant l'idée lancée par Erdogan à l'ouverture du sommet, les chefs d'Etat musulmans ont appelé le monde à reconnaître Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien. Une proposition relayée aussitôt à Riyad par **le roi Salmane d'Arabie Saoudite** à l'ouverture de la session annuelle du Majlis al-Choura, l'assemblée consultative saoudienne. «Les Palestiniens ont le droit de faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent», a déclaré le souverain saoudien. Le gardien des deux premiers lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine) qui se doit de défendre la place de Jérusalem a été doublé par le Président turc dans cette bataille sur Jérusalem. L'Arabie Saoudite avait fait de l'OCI, créée en 1969 à la suite de l'incendie criminel de la Mosquée al-Aqsa de Jérusalem, un instrument de son influence.

Rreprésenté au sommet d'Istanbul par son ministre des Affaires religieuses, le royaume wahhabite, qui entretient de très bonnes relations avec l'administration Trump, se trouve particulièrement embarrassé par l'affaire de Jérusalem. Le prince héritier d'Arabie Saoudite, **Mohamad Ben Salmane**, aurait même suggéré à Mahmoud Abbas de renoncer à faire de Jérusalem-Est la capitale du futur Etat palestinien au profit d'Abu Dis, localité située au sud-est de la ville sainte. La nouvelle stratégie saoudienne de rapprochement avec Israël pour s'opposer à l'Iran, devenu l'ennemi numéro un dans la région, est désormais mise à mal par la décision de son allié Trump.

[Hala Kodmani](#)

Issu du forum sur cet article :

Yosef b : Contrairement aux leaders des autres pays musulmans, les leaders de l'Arabie Saoudite, Le Barhein, les Émirats Arabes Unis, L'Égypte, n'ont pas pris part à ce sommet. Ils n'ont envoyé que des sous-fifres.

Discours original de Donald Trump

Thank you.

When I came into office, I promised to look at the world's challenges with open eyes and very fresh thinking. We cannot solve our problems by making the same failed assumptions and repeating the same failed strategies of the past. All challenges demand new approaches.

My announcement today marks the beginning of a new approach to conflict between Israel and the Palestinians. In 1995, Congress adopted the [Jerusalem Embassy Act](#) urging the federal government to relocate the American embassy to Jerusalem and to recognize that that city — and so importantly — is Israel's capital.

This act passed Congress by an overwhelming bipartisan majority, and was reaffirmed by unanimous vote of the Senate only six months ago. Yet for over 20 years, every previous American president has exercised the law's waiver, refusing to move the US embassy to Jerusalem or to recognize Jerusalem as Israel's capital city.

Presidents issued these waivers under the belief that delaying the recognition of Jerusalem would advance the cause of peace. Some say they lacked courage, but they made their best judgments based on facts as they understood them at the time.

Nevertheless, the record is in. After more than two decades of waivers, we are no closer to a lasting peace agreement between Israel and the Palestinians. It would be folly to assume that repeating the exact same formula would now produce a different or better result.

Therefore, I have determined that it is time to officially recognize Jerusalem as the capital of Israel. While previous presidents have made this a major campaign promise, they failed to deliver. Today, I am delivering.

I've judged this course of action to be in the best interests of the United States of America and the pursuit of peace between Israel and the Palestinians. This is a long overdue step to advance the peace process and to work towards a lasting agreement.

Israel is a sovereign nation with the right, like every other sovereign nation, to determine its own capital. Acknowledging this as a fact is a necessary condition for achieving peace.

It was 70 years ago that the United States under President Truman recognized the state of Israel. Ever since then, Israel has made its capital in the city of Jerusalem, the capital the Jewish people established in ancient times.

Today, Jerusalem is the seat of the modern Israeli government. It is the home of the Israeli parliament, the Knesset, as well as the Israeli supreme court. It is the location of the official residence of the prime minister and the president. It is the headquarters of many government ministries. For decades, visiting American presidents, secretaries of state, and military leaders have met their Israeli counterparts in Jerusalem, as I did on my trip to Israel earlier this year.

Jerusalem is not just the heart of three great religions, but it is now also the heart of one of the most successful democracies in the world. Over the past seven decades, the Israeli people have built a country where Jews, Muslims, and Christians — and people of all faiths — are free to live and worship according to their conscience and according to their beliefs. Jerusalem is today — and must remain — a place where Jews pray at the Western Wall, where Christians walk the Stations of the Cross, and where Muslims worship at Al-Aqsa Mosque.

However, through all of these years, presidents representing the United States have declined to officially recognize Jerusalem as Israel's capital. In fact, we have declined to acknowledge any Israeli capital at all. But today, we finally acknowledge the obvious: that Jerusalem is Israel's capital. This is nothing more or less than a recognition of reality. It is also the right thing to do. It's something that has to be done.

That is why, consistent with the Jerusalem Embassy Act, I am also directing the State Department to begin preparation to move the American embassy from Tel Aviv to Jerusalem. This will immediately begin the process of hiring architects, engineers, and planners so that a new embassy, when completed, will be a magnificent tribute to peace.

In making these announcements, I also want to make one point very clear: This decision is not intended in any way to reflect a departure from our strong commitment to facilitate a lasting peace agreement. We want an agreement that is a great deal for the Israelis and a great deal for the Palestinians.

We are not taking a position on any final status issues, including the specific boundaries of the Israeli sovereignty in Jerusalem or the resolution of contested borders. Those questions are up to the parties involved. The United States remains deeply committed to helping facilitate a peace agreement that is acceptable to both sides. I intend to do everything in my power to help forge such an agreement.

Without question, Jerusalem is one of the most sensitive issues in those talks. The United States would support a two-state solution if agreed to by both sides. In the meantime, I call on all parties to maintain the status quo at Jerusalem's holy sites, including the Temple Mount, also known as Haram al-Sharif. Above all, our greatest hope is for peace — the universal yearning in every human soul.

With today's action, I reaffirm my administration's longstanding commitment to a future of peace and security for the region. There will, of course, be disagreement and dissent regarding this announcement. But we are confident that ultimately, as we work through these disagreements, we will arrive at a peace and a place far greater in understanding and cooperation.

This sacred city should call forth the best in humanity — lifting our sights to what is possible, not pulling us back and down to the old fights that have become so totally predictable. Peace is never beyond the grasp of those willing to reach it. So today we call for calm, for moderation, and for the voices of tolerance to prevail over the purveyors of hate. Our children should inherit our love, not our conflicts.

I repeat the message I delivered at the historic and extraordinary summit in Saudi Arabia earlier this year: The Middle East is a region rich with culture, spirit, and history. Its people are brilliant, proud, and diverse, vibrant and strong.

But the incredible future awaiting this region is held at bay by bloodshed, ignorance, and terror. Vice President Pence will travel to the region in the coming days to reaffirm our commitment to work with partners throughout the Middle East to defeat radicalism that threatens the hopes and dreams of future generations.

It is time for the many who desire peace to expel the extremists from their midsts. It is time for all civilized nations, and people, to respond to disagreement with reasoned debate, not violence. And it is time for young and moderate voices all across the Middle East to claim for themselves a bright and beautiful future.

So today, let us rededicate ourselves to a path of mutual understanding and respect. Let us rethink old assumptions and open our hearts and minds to possible and possibilities. And finally, I ask the leaders of the region — political and religious, Israeli and Palestinian, Jewish and Christian and Muslim — to join us in the noble quest for lasting peace.

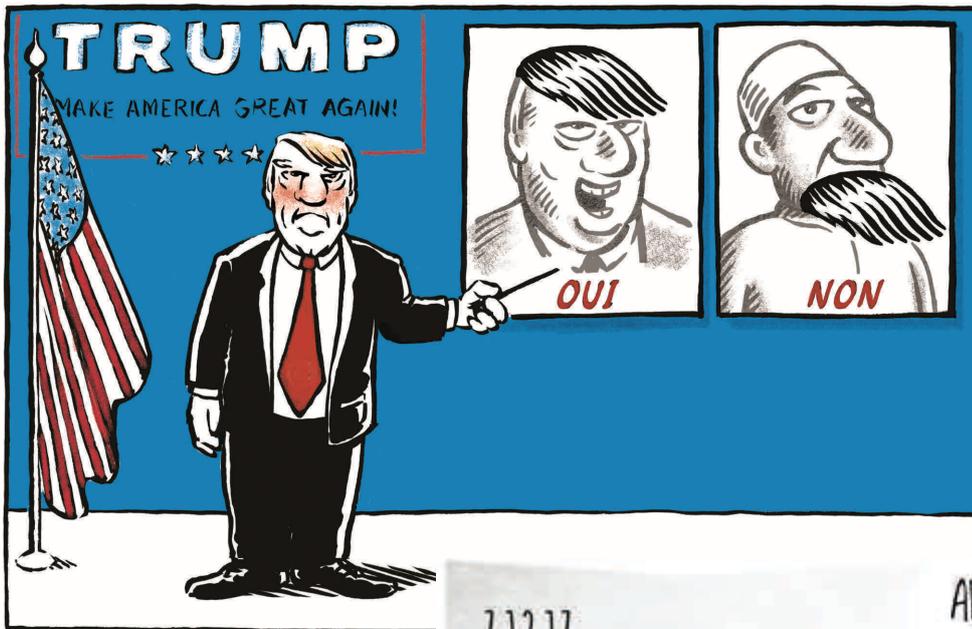
Thank you, God bless you, God bless Israel, God bless the Palestinians, and God bless the United States.

Thank you very much. Thank yo



Trump à Jérusalem





LES USA RECONNAÎSSENT OFFICIELLEMENT
JÉRUSALEM COMME CAPITALE D'ISRAËL...





Trump reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël...

